

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

46 VP Relations Internationales et Europe inscrits à ces deux jours de rencontres.

JEUDI 27/09

1) Universités européennes, Elena TEGOVSKA, Unité B1 « Enseignement supérieur », DGEAC, Commission européenne

- **Contexte politique**

Construire un concept qui corresponde aux besoins des EES → co-crédation avec les représentants des EES, étudiants, autorités nationales.

Universités européennes pour une Europe plus unie, plus forte, plus compétitive, performante, attractive.

Principes :

- Des alliances bottom-up, du terrain (les EES) vers le haut => pas trop de critères pour laisser toute la flexibilité, la créativité à ces alliances.
- Des alliances ouvertes à tous types d'EES [Q°: seules les universités allient formation et recherche...!], avec la possibilité d'avoir des associés (entreprises, territoires), qui eux ne peuvent pas être financés
- Des alliances équilibrées géographiquement. Equilibre géographique : idéalement, des régions géographiques différentes mais l'objectif n'est pas de concentrer sur une université européenne les différentes zones géographiques de l'Europe.
- Un appel pilote, pour tester différents modèles de coopérations, y compris des alliances avec d'autres types d'EES que des universités. Une évaluation suivra l'appel pilote, qui pourra entraîner de possibles évolutions.

- **La vision d'une université européenne en 2025-2030**

Objectifs à long terme, ambitieux.

Une alliance qui a une stratégie commune à long terme sur l'éducation, la recherche et l'innovation. Cette alliance devrait être composée d'équipes transdisciplinaires composées de chercheurs, étudiants, autres acteurs de la société, qui travailleraient sur des thématiques spécifiques multidisciplinaires.

Emergence de "campus inter-universitaires": ce n'est pas un campus physique, mais cela représente une intégration forte via des coopérations renforcées. L'étudiant devrait effectuer une mobilité dans une autre université avec la même facilité qu'aujourd'hui quand il suit un autre cours dans la même fac.

=> Il est nécessaire de travailler dès maintenant vers cet objectif commun.

- **Comment y arrive-t-on ?**

Une approche progressive.

1^{er} appel pilote = 1^{ère} étape : intégration dans la coopération à tous les niveaux de l'université : **institutionnelle** (gouvernante), personnel administratif, étudiants. Les facultés de ces universités devraient également établir des activités conjointes, des structures ad-hoc de gestion commune pour coordonner le processus.

2 appels pilotes :

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

- 1^{er} appel : 2^{ème} moitié d'octobre, date limite de dépôt des dossiers fin février (ou début mars). Durée des projets 3 ans. 30M€ pour financer 6 alliances
- possibilité de re-candidater à l'appel suivant.

Processus de sélection : la DG EAC complète une base de données d'experts indépendants existante. La gestion de ces universités sera centralisée à Bruxelles. Chaque candidature sera évaluée par 3 experts.

- Les experts des établissements peuvent s'inscrire dans cette base

Puis comité de sélection

- Début des activités des alliances sélectionnées, dont les évolutions seront observées de très près par la DG EAC, les agences et autorités nationales.
- Les universités retenues pour la période de 3 ans, devraient actuellement avoir la possibilité de recandidater de manière plus légère au pg de 2021 (la DG R&I cofinancera peut être à cette date).
- L'évaluation des alliances permettra de faire évoluer le nouvel appel.

• Questions/réponses

-Q°: plutôt équipes de recherche ou programmes de formation?

Rép DG EAC : équilibre, mais pourquoi pas accent sur l'un ou l'autre selon les alliances. Importance de la pluridisciplinarité. Important de placer des alliances dans une vision globale, et renforcer la coopération. Les choses sont amenées à évoluer, formation/recherche. Les synergies avec Horizon Europe, devraient permettre de compléter le budget.

-Q° Différentes régions de l'Europe », qu'est-ce que cela signifie?

Ce ne sera pas un critère d'éligibilité mais d'évaluation, car la DG EAC ne veut pas créer d'alliances artificielles. C'est un critère global de l'appel à projet (work criteria). Dépasser le clivage est/ouest. Inclure les pays UE13, inclure la diversité.

Très important : il faudra justifier la composition géographique de l'alliance et démontrer la synergie et la vision commune. Mais le plus important c'est le projet politique.

-Q° Equilibre Recherche/Formation?

Idéalement, l'objectif est à terme un appel conjoint Horizon Europe/Erasmus, les négociations sont en cours, on n'y est pas encore... (amendement Ehler soutient l'implication de la DG R&I)

- appel 2019 (celui qui sort en octobre 2018) → 6 alliances
- appel 2020-> davantage de fonds sont escomptés ...

-Q° AAP valorisera la vision stratégique à long terme, ou des coopérations déjà existantes?

Ouvert à tous, y compris à des universités qui n'étaient pas sur des réseaux, sur des projets européens. Les experts jugeront les projets, leur vision, et si ça correspond aux objectifs politiques.

-Q° Multicandidatures?

Une université qui candidaterait dans plusieurs alliances n'interdit pas l'éligibilité du projet, mais cette démarche se reflètera dans la qualité du dossier et donc dans l'évaluation.

-Q° peut-on compter sur la continuation des autres programmes de financement ou le fait d'être une alliance européenne réduira les autres financements H2020 etc.?

Au contraire, cela facilitera l'accès de ces alliances aux programmes

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

-Q° « *intégration à tous les niveaux de l'université, notamment de la gouvernance* », qu'est-ce que ça signifie?

Les présidents doivent montrer l'engagement de leur établissement, et garantir cette vision commune, qui seront transposés à tous les niveaux de l'université : créer une relation de confiance pour mettre en place ensuite des doubles diplômes, des équipes pluridisciplinaires de recherche.

Proposer un modèle de coopération nouveau et innovant en Europe

- Appel à projet pilote = programme Erasmus+, donc ouvert aux 33 pays du Programme (Norvège est éligible) ;
- Nombre de partenaires: 3 minimum (critère d'éligibilité), pas de maximum, mais 15 ou 20 pas possible. Idéalement 5 à 8. On ne juge pas les alliances sur le nombre d'universités a priori.
- plusieurs EES dans un même Etat possible.
- Pour les universités britanniques, Brexit, pas possible de les compter dans les Etats membres.
- sont éligibles tous les EES qui ont la charte Erasmus

Q° *projets qui seront bien notés mais pas retenus...*?

Il est prévu de réfléchir à un mécanisme. Notamment, les autorités nationales comme France et Allemagne ont prévu de financer alliances non retenues pour essayer d'éviter le phénomène de seuil.

->Critères d'éligibilité:

-minimum de 3 EES (comme tous les programmes Erasmus)...

-...venant de 3 pays membres au moins

->Critères de sélection:

-mêmes 4 critères que dans tous les pgs Erasmus: qualité, pertinence, sustainability, ...

-équilibre géographique

!!! Session d'information en novembre organisée par la DGEAC.

2) Alain Beretz, chargé de mission « Universités européennes » auprès du Premier Ministre

La mission d'Alain Beretz montre l'intérêt de l'Etat (Premier ministre et même Président) pour le projet des universités européennes...

Sa mission est déclinée en 4 chapitres:

- assistance aux universités: il remonte les éventuels problèmes techniques politiques, aide à maîtrise d'ouvrage.
- présence à Bruxelles pour faire passer des idées génériques françaises
- assurer la cohérence du concept université européenne avec autres objectifs du discours de la Sorbonne: mobilité étudiante
- veille dans les capitales européennes pour créer des partenariats ou faire du benchmarking; à l'est

Le contacter pour faire remonter ses questions. Demande du 1er ministre d'avoir une vision des candidatures. Lui envoyer une page qui restera confidentielle.

alain.beretz@unistra.fr

Va-t-il y avoir un soutien du gouvernement à certaines candidatures?

Il ne sait pas, il n'est plus au ministère puisqu'il est chargé de mission.

La phase pilote est politique.

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

Position officielle de la France: la recherche doit être importante, doit compter dans les critères différenciant. Mais au stade actuel, il n'y a pas d'argent pour la recherche (négociations en cours).

Intervention financière de l'Etat: 100M€ sur 10 ans: cet argent est dans le PIA « Grandes Universités de Recherche » mais ne sera pas fléché seulement vers les grandes universités de recherche.

Question: comment verriez-vous la manière de le dépenser...?

- Pour les lauréats, il y aura un bonus Etat (top-up).
- On peut envisager d'aider ceux qui n'ont pas été sélectionnés s'ils ont été bien notés, seed money, fond d'amorçage
- Ou fond d'amorçage pour tous, par exemple pour un chargé de mission pour 6 mois.
- Le surcoût de la mobilité voulue par le président, c'est décupler le coût des mobilités!

A qualité égale, les évaluateurs chercheront les modèles les plus diversifiés, de manière à construire un programme cohérent en 2021.

Programmes courts de 3 ans pour tester pour ensuite un programme 4+2 ans.

3) Le prochain programme cadre Horizon Europe, Renzo Tomellini, chef de l'unité A 3, DGRI, Commission Européenne

Projet Horizon Europe a développé une vision. H2020 visait l'Europe 2020 avec une vision :

- une Europe qui protège, qui donne les moyens d'agir, qui défend
- lutter contre le changement climatique
- Objectif de développement soutenable et durable
- Renforcer la compétitivité et croissance

L'évaluation du programme cadre a débouché sur la nécessité d'augmenter l'impact, de donner plus pour chaque euro investi (dans le territoire?) d'augmenter l'approche systémique en évitant la segmentation (transport, énergie, etc.), d'intégrer les disciplines.

Le programme Horizon Europe s'inscrit dans un débat très politique. Il faut être stratégique sur l'Europe future. L'argent public doit revenir sur le territoire, montrer ce qu'on fait de cet argent public.

4) Philippe Lamberts, député européen, Co-président du groupe des Verts/ALE au Parlement européen

Contexte européen: sentiment européen en déclin, montée des nationalismes, pénétration des idées nationales populistes dans les familles politiques traditionnelles (ex LR en France).

- ex: seulement 60% principal groupe européen PPE a voté pour la procédure contre V. Orban.
- Roumanie : gouvernement soi-disant socialiste et corrompu

Face à cela, E. Macron voudrait opérer le grand rassemblement de progressistes.

Pour Philippe Lamberts, c'est une erreur politique: cette approche confirme une critique anti-européenne selon laquelle la construction européenne ne peut aller qu'avec la mondialisation néolibérale.

Les Verts veulent montrer qu'il y a d'autres politiques possibles en Europe. La politique néolibérale actuelle résulte des élections précédentes. Ne détruisons pas l'Europe et ses institutions mais changeons les équilibres politiques pour y mener une autre politique. Cela requiert un changement de majorité, et non pas un changement de traité! Cela nous sépare de manière irrémédiable de JL Mélenchon.

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

L'immigration, le changement climatique, etc., tout cela est hors de portée des nations, cela ne peut se faire qu'en Europe.

E. Macron pense en terme de ralliement, « qui n'est pas avec moi est contre moi ».

Philippe Lamberts préfère travailler avec E. Macron qu'avec ceux qui veulent détruire l'Europe, mais il ne veut pas se « rallier » à lui dès le premier tour, la question des alliances entre pro-européen se posera dans un second temps. Le départ de Hulot a bien montré les oppositions fondamentales qu'on a par rapport aux positions d'E. Macron. On ne connaît pas la composition du prochain parlement européen... Probablement pro-européens seront majoritaires.

Questions.

1. *Echéance du printemps prochain: comment pouvons-nous **faire la promotion de l'Europe**? Nos étudiants sont les premiers bénéficiaires de l'Europe. Comment le faire comprendre à nos étudiants, les faire participer au scrutin. Une vision d'une Europe ouverte et non repliée derrière les barrières. Y a-t-il des choses prévues pour faire la promotion de l'Europe?*

P.L : les universités sont des lieux importants du débat public pour poser la question européenne dès le printemps prochain, de manière pluraliste. A nous de prouver la solidité de notre vision de l'Europe contre les replis de gauche ou de droite.

Il appartient d'abord aux candidats et candidates français de travailler sur le terrain. A vous de créer l'occasion de défendre et confronter. Le pire c'est de ne pas en parler. On entend beaucoup « l'Europe ça n'intéresse pas ». Ce n'est pas vrai, les citoyens ont compris l'impact sur leurs vies quotidiennes.

Le Brexit est une leçon de choses... Etre dehors va affecter le sort des citoyens britanniques ici.

Notre rôle d'université, c'est de porter la vision d'une Europe ouverte (et non pas de peser sur le choix du libéralisme ou non).

Dans les universités de Tours, Poitiers : il y a eu une opposition des syndicats à l'organisation de débats autour de l'idée d'Europe. Pour PL, si tout le spectre politique est représenté, on ne peut pas interdire le débat. Il ne faut pas baisser les bras!

A l'université de Nice, une association d'étudiants qui ont pris la main et ont demandé le soutien de présidence, qui le lui a accordé.

2. *Prochains programmes européens : le parlement européen va-t-il voter et sécuriser les budgets actuels avant la prochaine élection? Car risque de remise en cause des équilibres avec le prochain Parlement (ex: choix d'avoir doublé Erasmus)...*

Calendrier d'adoption du programme cadre : il faut faire les choses dans l'ordre et respecter les processus démocratiques, éviter de faire du Parlement une chambre d'enregistrement. Or ce sont des programmes sur 7 ans => le programme cadre sera sans doute adopté après les élections européennes.

3. *Opacité de l'Europe, déni de démocratie*

Déni de démocratie, non, mais opacité utilisée à des fins politiques, oui.

Parfois, discours pro européen, et actions au Parlement européen contre (ex: sous N.Sarkozy, régulation des banques : on le prônait dans les discours, mais on luttait contre dans les instances européennes). Facile pour un gouvernement de l'Union de se cacher. Mais la caricature « tout ce qui va bien c'est grâce au parlement que tout ce qui va mal c'est de la faute du Conseil » fait un grand tort à l'UE (miroir du discours de M Le Pen: tout ce qui va bien c'est le gouvernement français, tout ce qui va mal c'est l'UE).

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

4. *Notion de mobilité comme horizon des projets européens. Pourtant, il y a beaucoup d'étudiants qui ne sont pas mobiles...*

2% des étudiants sont mobiles sur le plan national seulement. L'université doit toucher des publics différents, par exemple les apprentis.

On assiste à un délitement du sentiment d'appartenance européen y compris de nos étudiants qui ont fait une mobilité Erasmus.

Les rangs des nationaux-populistes ont été grossis par ceux qui se pensent comme laissés-pour compte. Il y a une responsabilité de la génération Erasmus qui arrive au pouvoir, dans les politiques qui sont menées.

L'Europe ne doit pas être le véhicule de la mondialisation néo-libérale. Il faut réorienter les politiques en Europe à travers les institutions européennes. Objectif essentiel = réduire les fractures.

5) Erasmus+: Mobilité des apprentis, Jacqueline Pacaud, chef du secteur Erasmus+ enseignement scolaire, formation professionnelle, formation des adultes, DG EAC, Commission européenne

Doublement du projet Erasmus pour 2021-2027, de 14,7Md€ à 30Md€

"A Europe in which learning, studying and doing research is not limited by borders".

Erasmus continue à être un programme intégré.

Formation professionnelle (=vocational education training, VET) dans le programme 2021-2027 : doublement du budget également.

-> Un programme plus inclusif: plus d'écoles de formation professionnelle, lycées professionnels, CFA

Key Action 1: mobility of learners and staff

Un apprenti est inscrit dans une école ou une université, et en même temps un salarié qui a un contrat de travail avec des horaires aménagés et un salaire proportionnel.

Lien =CFA (centre de formation des apprentis) ex: Gros CFA ingénieurs à Paris.

KA2: cooperation among organizations and institutions

Small-scale partnerships: échange bonnes pratiques essentiellement.

Cf. note du ministre de l'Education -> nombre d'étudiants inscrits en apprentissage

= 429 900 apprentis (élèves, étudiants, ingénieurs...) dans les CFA dont 166 000 étudiants inscrits dans le Supérieur !!

Niveau 3 (BTS, DUT équivalent): 76 000 étudiants

Niveau 2 (Licence et équivalent): 26 000

Niveau 1 : 50 000 étudiants (dont Ingénieurs: 21 000, Master 16 000)

=> comment faire le continuum entre secondaire et supérieur?

Comment permettre la mobilité à nos étudiants en apprentissage? très complexe.

Car petites entreprises démunies=> Bourse de mobilité pour des échanges entre 2 bourses étudiants en mobilité? Ou courts séjours de mobilités? Fait-on des réseaux d'établissements, fait-on du bilatéral?

Ex: Dauphine avec Univ Mannheim (plus facile avec l'Allemagne) sur une Licence de Gestion en apprentissage assez généraliste:

L1: partent en cohorte en Allemagne, suivent des cours; mais ceux qui ont un contrat d'apprentissage en France le font avec des entreprises qui ont des succursales en Allemagne

L2 : reviennent en cohorte.

Ce système est difficile à déployer grande échelle (1 ETP pour le gérer!)

Blended mobility:

- préparer en amont et en aval la mobilité physique par une plateforme.
- encourager les échanges intellectuels, sociaux via outils numériques

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

Vendredi 28/09

6) Nicolas Lebas, Conseiller régional Région Hauts-de-France, Vice-Président Enseignement Supérieur, de l'Europe et de la planification territoriale

Président de région = Xavier Bertrand (élu face au FN...)

- **Démarche d'élaboration du schéma territorial de l'ESRI, Hauts de France 2017-2021**

Imposé dans le cadre de la loi sur nouvelles régions 1er janvier 2016

Haut de France = 220 000 étudiants, soit 10% pop étudiante française

Taux d'accès à l'ES de nos jeunes est relativement médiocre.

Articulation entre stratégies infra-territoriales (grandes agglomérations et intercommunalités qui accueillent ES) et Europe.

Trajectoire sur 5 ans.

Accent sur l'innovation et emploi (priorités principales de X Bertrand).

Schéma adopté il y a un an.

1^{er} comité plénier se réunira mi-octobre : lieu d'échange stratégique qui rassemble tous les acteurs.

3 ambitions de ce schéma régional:

-une région des excellences, qui rayonne et qui attire.

->favoriser les mobilités internationales comme levier de développement du territoire : bourse Mermoz (5M€), programme Fulbright

-> améliorer l'accueil des chercheurs internationaux

->renforcer la participation aux projets européens et internationaux

-l'ES pour les emplois d'aujourd'hui et de demain: FTLV et FP

-la recherche et l'innovation, pour une région créatrice de valeurs.

Articulation avec le SRE2I? Hauts de France: d'abord le SRDE2I, puis le SRESRI.

Coordonner cette stratégie avec celle des établissements? Réponse: on n'est pas bon à cela...

Quel budget dans un contexte de réduction budgétaire?

Pendant les 2-3 premières années, coïncé par les priorités antérieurement décidées.

Resserrement budgétaire sauf culture et ES.

Mais difficultés < Etat

Quelles relations avec Bruxelles?

On a une représentation permanente à Bruxelles, et Xavier Bertrand vient souvent lui-même.

- Présence de la CPU à Bruxelles, c'est bien, mais insuffisance du lobbying à l'échelle nationale à Bruxelles pour l'ESR. M Lebas propose des actions communes de lobbying avec la CPU (rencontre commissaire).

7) L'innovation: EIC (European Innovation Council), Stéphane Ouaki, DG RTDI, commission européenne,

Horizon Europe: innovation = pilier 3

-> Objectifs:

- renforcer la performance de l'innovation en Europe
- transmission recherche – marché
- création start-ups

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

=> création du conseil européen de l'innovation dans la commission (EIC)

Allouer 2 Md€ à 2 outils:

- pathfinder (éclaireur)
- accelerator : blended finance

Q°: *Quid de l'innovation sociale?*

réponse: dites-moi ce dont vous avez besoin...

La DG R&I va créer un Forum de l'EIC avec Etats membres, leurs agences de l'innovation, etc...

Q° : EIC/EIT?

On n'est pas sur la même démarche que EIT (European institute of innovation and technology)

EIT existe déjà, a créé des programmes KICs. Les complémentarités sont évidentes

Premiers appels EIC pour début 2019

8) Horizon Europe: Clusters SHS, Maria Kayamanidou, chef d'unité adjointe, unité B6, DG RTDI, Commission européenne

Programme Cadre Horizon Europe 2021-2027 = 97Md€

- Open Science: 25,8Md€ (pilier 1)
- global challenges and industrial competitiveness: 52,7 (pilier 2)
- open innovation: 13,5 (pilier 3)
- strengthening ERA: 2,1
- Euratom: 2,4

Les clusters du **pilier 2** (global challenges):

- cluster 1: Santé (7,7M°€)
- **cluster 2: Société inclusive (2,8Md = le plus petit cluster!!!)**
- cluster 3: digital and industry (15Md€)
- cluster 4: climate change (15Md€)

Débat : les SHS sont dans tous les clusters, mais seul un tout petit cluster est dédié à l'ensemble des questions politiques, sociales et culturelles hors des défis sociaux autour de santé, digital, climat.

Quelle contribution des programmes européens (à part les ERC) dans la production des connaissances (ex: maths « pures », chimie « pure », etc.), hors des « défis » sociaux?

Mission "réduction des inégalités et éducation » : encourager production de métadonnées, tests pour recommandations politiques à l'échelle européenne ?????

9) Regards croisés avec d'autres conférences européennes

- **Niels Wörner, HRK (Conférence des Pdts d'université allemands)**

Niels travaille à Bruxelles en permanence depuis 5 ans. Ce bureau bruxellois existe depuis 2008, en réaction au processus de Bologne.

La HRK = toutes les universités publiques + grandes universités privées (268), soit 92% des étudiants.

Chaque région fait sa propre politique à travers les universités

+ des programmes nationaux: Initiatives d'Excellence. Créer des programmes nationaux qui donnent à tout le monde: pas seulement Initiatives d'Excellences, mais aussi clusters et écoles doctorales.

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

- > définir une stratégie commune sur tous ces niveaux.

A Bruxelles, Niels travaille sur les programmes européens. Il est important d'avoir une proche collaboration avec CPU et la KRASP en particulier. Il faut défendre le point de vue national à Bruxelles, comprendre les besoins des autres, essayer de dégager les points communs. L'université européenne a montré l'efficacité de ce travail: beaucoup de propositions se trouvent dans les concepts retenus dans le futur appel à projet.

- **Lucia Sirera Devesa, CRUE (Conférence des pdts d'université espagnols et portugais)**

Représentation à Bruxelles depuis 2015 où elle représente 76 universités espagnoles + 15 universités portugaises= 91 universités. Le bureau principal de la CRUE est à Madrid + 2 personnes à Lisbonne.

- Mission : donner visibilité, rapprocher Bruxelles des systèmes nationaux, networking avec la Commission, le Parlement, les membres d'autres représentations permanente, conférence des recteurs espagnols et portugais.

Agenda Ibérique de l'ES : 10 priorités.

Q°: liens avec les régions de vos pays?

HRK : 15 représentants des Länders travaillent ici à Bruxelles. On se rencontre tous les mois pour définir une position commune.

Un seul exemple de désaccord en 5 ans depuis qu'elle est à Bruxelles : pour les universités européennes, en décembre, un premier papier avec la CPU, mais les régions n'étaient pas d'accord

CRUE :

- pas de représentation de région portugaises à Bruxelles.
- Espagne, 1 ou 2 personnes pour 2 régions, mais pas spécialisé sur l'ES.

Q° : Liens CRUE avec Amérique Latine?

C'est plus important pour Espagnols encore que pour les Portugais. Beaucoup de relations entre Espagne et universités Amérique latine. Difficile d'organiser une stratégie au niveau de la Conférence.

Q° Liens organismes de recherche?

- Allemagne 50-55% recherche faite par l'université, le reste par les organismes de recherche, qui ont une représentation nombreuse à Bruxelles.
- France: même chose avec UMR : le CNRS confisque la recherche produite dans les universités à son profit, idem pour ERC.
- Portugal: rien

10) EURAXESS, Monika Repcikova, Chargée de mission CPU, coordinatrice Euraxess France

Réseau européen, le plus grand: 40 pays membres de cette initiative de la Commission Européenne (+Turquie). Adhésion Géorgie en cours.

Objectif: renforcer la construction de l'espace européen de la recherche et soutenir mobilité des chercheurs (des universités mais aussi des entreprises). Créer un marché ouvert du travail.

Attractivité: de l'établissement, de la région, du pays, de l'Europe.

Les services Euraxess:

- 530 centres
- un portail rassemblant des informations actualisées sur les carrières et la mobilité des chercheurs dans 40 pays.
- EURAXESS job database

Plateforme européenne, avec des portails nationaux (celui de la France créé l'an dernier).

Réunion du réseau des VP Relations Internationales à Bruxelles

- On peut trouver/poster des offres de travail, des appels à financement.
- On peut télécharger son CV sur le portail.
- Career orientation tool
- Rubrique « information » avec infos administratives pour faciliter la mobilité (chaque portail national réplique ces informations en les adaptant au pays)

Centres Euraxess

- assistance personnalisée et gratuite pour les chercheurs, doctorants et postdocs.
- démarches administrative (visa, sécu, impôts, logement, opportunités de formation...), intégration culturelle, accès aux cours de langue, etc.
- préparer le séjour en amont, faciliter l'installation, accompagner démarches administratives, faciliter l'intégration.

Réseau Euraxess France

Coordonné par la CPU (nommée coordinatrice par le ministère en 2010).

Le réseau évolue, statut d'association (« Euraxess France »), composé de 34 membres (universités, Comue, associations, fondations, EPST)

Demandes d'adhésion: cette année, université de Pau, Rouen-Normandie, Bretagne-Sud.

35 centres Euraxess actuellement, sur tout le territoire métropolitain.

Des services gratuits pour les chercheurs.

Au niveau européen, les 40 membres se rencontrent régulièrement

Budget attribué par la Commission européenne pour les activités de formation, de communication, etc.

Spécificité de la France: les centres sont hébergés par les universités.

Important:

Chaque centre est financé par l'université, mais des interactions avec les entreprises (qui ont des flux entrants de salariés), collectivités territoriales, etc. sont possibles.

Cela augmente l'attractivité de toute la région=> trouver des financements sur le territoire.

Pour monter le dossier, utiliser les données de mobilité d'Euraxess.

adhésion au réseau Euraxess France = 500€/an

Chiffres

- 35 centres
- +100 personnes
- 13 000 primo arrivants accueillis
- 144 nationalités différentes
- dont 56% doctorants.
- +60 000 chercheurs passés par Euraxess à ce jour

Monika quitte ses fonctions => CPU se pose la question de conserver la coordination. Les VPRI réaffirment que c'est un vrai instrument d'attractivité pour les universités. Sachant que des services privés voient les intérêts de ce marché et commencent à se développer, ex: Toul' Box à Toulouse... Il serait important que la CPU, garante de l'intérêt des établissements, assume la coordination de centres hébergés dans les universités.

Sonia LEHMAN-FRISCH et Pierre van de Weghe